

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEYRET Régis

Bonnefont

24200 Marcillac-Saint-Quentin

Références : UbD24-47/0029/2026

Code AIOT : 0003107112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement VEYRET Régis implanté La Borne Cent vingt 24200 Proissans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur les suites données par l'exploitant à l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022 ayant fixé de nouvelles mesures conservatoires quant à la stabilité du talus de déchets et la remise en état du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEYRET Régis
- La Borne Cent vingt 24200 Proissans

- Code AIOT : 0003107112
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur Régis VEYRET a exploité sans l'autorisation requise au titre de la réglementation des installations classées, une installation de stockage de déchets inertes dans le cadre notamment de son activité de travaux publics.

L'arrêté préfectoral du 18 novembre 2021 a mis en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ou de cesser définitivement l'activité illégale.

L'arrêté est assorti d'une mesure suspensive de l'activité d'apport de déchets et de mesures conservatoires dans l'attente de la régularisation ou de la cessation d'activité.

Les apports de déchets n'ayant cessé, l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022 a ordonné l'apposition de scellés sur l'installation et fixé de nouvelles mesures conservatoires quant à la stabilité du talus de déchets.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etude de stabilité et remise en état	AP de Mesures Conservatoires du 12/09/2022, article art 3	Sans objet
2	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article art 1	Levée de mise en demeure, Levée de scellés

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats effectués, il peut être considéré que Monsieur Veyret a satisfait aux obligations fixées par les arrêtés préfectoraux de 2021 et 2022.

Dans la mesure où le PLUi intercommunal ne permet pas ce type d'activité, il ne peut être donné une suite favorable à la demande de régularisation d'enregistrement ICPE initialement souhaitée et déposée le 30 mars 2022.

Les travaux prescrits ayant été globalement exécutés sans apport de nouveaux déchets, il est proposé de lever la mise en demeure et les scellés apposés à l'entrée du site.

L'inspection recommande que Monsieur Veyret maintienne une interdiction efficace de l'accès au site par la remise en place d'enrochements/blocs en sus de la barrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude de stabilité et remise en état

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 12/09/2022, article art 3
Thème(s) : Illégaux, étude de la stabilité
Prescription contrôlée :

<p>Monsieur Régis Veyret est tenu de faire réaliser par un organisme compétent une étude de la stabilité du talus de verse des déchets. L'étude définira les mesures nécessaires à mettre en œuvre en vue d'assurer sa stabilité et de protéger les terrains sous-jacents.</p> <p>L'étude est remise à l'inspection des installations classées sous 6 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Monsieur Veyret a transmis à l'inspection une étude stabilité établie par OPTISOL. Cette dernière émet des recommandations pour assurer la stabilité de la verse du talus de déchets.</p> <p>A la demande de Monsieur Veyret et en accord avec l'inspection, les scellés ont été levés provisoirement pour permettre l'accès au site par des engins de terrassement.</p> <p>L'inspection a pu constater que les travaux de reprofilage ont été exécutés. Des plans ont été établis à l'issue des travaux. Des terres argileuses recouvrent l'ancien massif de déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article art 1</p>
<p>Thème(s) : Illégaux, Régularisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Monsieur Régis VEYRET dont le siège social est situé Bonnefont 24200 Marcillac Saint Quentin, exploitant une installation de stockage de déchets inertes sise section AB de la commune de Proissans est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en déposant un dossier de demande d'enregistrement conformément à l'article R. 512-46-1 et suivants du code de l'environnement complet et recevable, soit • en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>La précédente inspection avait permis de mettre en évidence que certaines parties des dépôts de déchets n'avaient pas fait l'objet de traitement, notamment aux abords du chemin d'accès où persistaient des zones de dépôts.</p> <p>L'inspection du 28 janvier 2026 a permis de constater que ces dépôts ont fait l'objet de remodelage/régalage permettant une intégration paysagère plus satisfaisante. Les tas de tuiles pouvant être recyclés ont été évacués.</p> <p>La remise en état peut être jugée globalement acceptable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée de scellés</p>